



Haïti - Je me souviens

Militarisation du territoire et usurpation de la souveraineté d'Haïti

Par [François Marginean](#)

Mondialisation.ca, 28 janvier 2010

[Le Groupe des 7](#) 28 janvier 2010

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [HAÏTI](#)



L'hypocrisie générale des médias et des politiciens dans le cas des tenants et des aboutissants - de l'Histoire - d'Haïti, est tout simplement répugnante. On s'émeut de la catastrophe qui s'y est produit sans jamais parler du contexte dans lequel se trouve les Haïtiens depuis le début de l'arrivée des premiers empires colonialistes. Cette mise en contexte de la condition d'Haïti est non seulement absolument nécessaire pour comprendre pourquoi ce pays et sa population sont pris dans cette misère endémique, mais aussi par respect pour eux.

Il n'y a pas plus irritant que de voir ces politiciens occidentaux et médias se demander de façon condescendante pourquoi est-ce que les Haïtiens semblent être incapables de s'autodéterminer et se sortir une bonne fois pour toute de cette misère cauchemardesque. S'ils possédaient ne serait-ce qu'une once d'honnêteté, ils se regarderaient dans le miroir et

feraient un retour substantiel sur l'Histoire pour comprendre comment un pays et son peuple peut être détruit, anéanti, subjugué et dénié.

La tragédie d'Haïti

Tel se nomme le chapitre du livre de Noam Chomsky intitulé *L'an 501, La conquête continue: La tragédie d'Haïti*. Parce qu'il s'agit bel et bien d'une tragédie. Créée de toute pièce, par l'homme. Le dernier tremblement de terre n'a que révélé dramatiquement à la communauté internationale et mis sous les projecteurs une situation accablante qui perdure depuis des centaines d'années. Si Haïti n'avait pas déjà été dans une situation des plus tragique, ce tremblement de terre n'aurait pas eu des effets aussi dévastateurs que présentement.

La république d'Haïti fut proclamée le premier janvier 1804, après qu'une révolte d'esclaves eut chassé les dirigeants coloniaux français et leurs alliés. Les chefs révolutionnaires abandonnèrent l'appellation française de « Saint-Domingue » en faveur du nom utilisé par le peuple qui avait accueilli Colomb en 1492, au moment où il arrivait pour créer la première colonie européenne du Nouveau Monde. Les descendants des premiers habitants ne purent pas fêter la libération. En moins de 50 ans, leur nombre avait été réduit à quelques centaines, à partir d'une population précolombienne dont l'évaluation varie de quelques centaines de milliers à huit millions d'âmes, selon la source.

Il n'en restait plus un seul, d'après les savants français contemporains, lorsqu'en 1697, la France enleva à l'Espagne le tiers occidental d'Hispaniola, qui s'appelle à présent Haïti. Le chef de la révolte, Toussaint Louverture, ne put pas célébrer la victoire non plus. Il avait été capturé par fourberie et envoyé dans une prison française où il mourut « de mort lente de froid et de misère », pour reprendre les termes d'un historien français du XIXe siècle.

Heureusement, il existe encore des gens qui se souviennent:

Haïti est le pur produit du colonialisme et de l'impérialisme, de plus d'un siècle d'utilisation de ses ressources humaines aux travaux les plus durs, des interventions militaires et de la ponction de ses richesses.

Cet oubli historique ne serait pas aussi grave que le fait réel qu'Haïti constitue une honte de notre époque, dans un monde où l'immense majorité des habitants de la planète continue d'être exploitée et mise à sac. – FIDEL CASTRO

<http://www.legrandsoir.info/La-lecon-d-Haiti.html>

Colomb décrit le peuple qu'il avait découvert comme étant « très sympathique, accommodant, paisible, aimable, digne » et son pays riche et accueillant. Hispaniola était un des endroits qui comptait une des plus hautes densités de population au monde de cette époque. Ils étaient décrits comme étant des gens « les plus dépourvus de fourberie, de méchanceté et de fausseté ». En 1552, soit soixante ans après leur arrivée, les Espagnols réduiront cette population indigène à environ 200 personnes par tous les moyens: en les tuant, les terrorisant, les faisant souffrir, les torturant et au final, les détruisant complètement.

Les Espagnols échouèrent dans leurs tentatives de piller les richesses de l'île, car le peuple qu'ils avaient réduit à l'esclavage mourrait trop vite, allant même jusqu'à commettre des suicides collectifs pour échapper à cet enfer. C'est alors que dès le début du 16e siècle, un

grand nombre d'esclaves africains seront expédiés alors qu'on instaura l'économie de plantation.

« Saint-Domingue était la plus riche possession coloniale européenne dans les Amériques », écrivit Hans Schmidt; en 1789, elle produisait les trois quarts du sucre du monde et elle était le plus grand producteur de café, de coton, d'indigo et de rhum. Les esclavagistes fournissaient à la France une richesse énorme, grâce au travail de 450 000 esclaves, autant que dans les colonies antillaises britanniques ».

Ainsi, la révolte des esclaves montera progressivement pour atteindre des proportions sérieuses à la fin de 1791, inquiétant bien l'Europe et ses avant-postes. En 1793, la Grande-Bretagne envahit l'île lui assurant un monopole sur les ressources prisées s'y trouvant.

Les États-Unis, qui avaient des liens commerciaux avec la colonie française, envoyèrent aux dirigeants français 750 000 dollars d'aide militaire ainsi que des troupes pour aider à réprimer la révolte. La France expédia une armée énorme, comprenant des troupes polonaises, néerlandaises, allemandes et suisses. Son commandant écrivit finalement à Napoléon qu'il serait nécessaire d'anéantir pratiquement toute la population noire si on voulait imposer la domination française. Sa campagne fut un échec et Haïti devint le seul exemple dans l'Histoire « d'un peuple asservi qui brise ses chaînes et contraint par les armes une grande puissance coloniale à battre en retraite ». (Farmer)

En dépit de tout cela, l'indépendance sera proclamée en 1804.

« L'aide humanitaire » et « l'intervention désintéressée »

Entre 1849 et 1913, des navires de guerre américains vont entrer dans les eaux territoriales haïtiennes 24 fois, au nom de protéger des vies et des propriétés américaines. On accorde bien peu d'importance à l'indépendance d'Haïti et de considération pour les droits de ses habitants. Cette mentalité interventionniste et colonialiste se poursuit sous le gouvernement de Woodrow Wilson qui adopta rapidement une politique d'invasion et d'instauration d'un gouvernement militaire américain.

En 1915, Wilson envahit de nouveau Haïti et ses troupes assassinèrent, détruisirent, rétablirent pratiquement l'esclavage et liquidèrent le système constitutionnel.

Les États-Unis resteront au pouvoir pendant 20 ans et le laisseront ensuite aux mains de la Garde nationale qu'ils avaient créée et de ses dirigeants traditionnels. Au cours des années 1950, la dictature de Duvalier prit la relève, pour mener le jeu à la manière du Guatemala, toujours avec le ferme soutien des États-Unis.

Sous le joug de la dictature de « Bébé Doc » Duvalier, les multinationales et sociétés américaines s'implantent en sol Haïtien et s'orientent souvent à l'exportation des richesses naturelles. Au cours des années 1980, c'est le FMI et la Banque Mondiale qui commencent à [prendre leur tribut sous le choc des programmes d'ajustement structurels](#) qui firent baisser la production agricole tout comme les investissements, le commerce et la consommation. La pauvreté devint encore plus terrible. On prête de l'argent en Haïti pour rembourser les intérêts et les dettes encourues (n'oublions pas que Haïti a acheté son indépendance de la France à grand frais); ayant pour seul résultat d'augmenter sans cesse les dettes du pays et asservir le pays.

Les conditions du FMI furent en sorte que pratiquement tous les employés d'État, les

enseignants et autres durent être congédiés et accepter les politiques néolibérales de « libre marché ». [Ces politiques auront pour conséquence](#) d'inonder le marché haïtien de riz, de sucre ainsi que d'autres produits agricoles américains hautement subventionnés, ce qui a ruiné les fermiers haïtiens qui ne pouvaient plus faire compétition, détruisant donc la capacité de ce pauvre pays à se nourrir lui-même.

Dans les années 1990, c'est les États-Unis qui continue la conquête et le contrôle de Haïti. Washington appuie deux coups d'État et par deux fois envoie des troupes militaires en Haïti. Les deux coups d'État furent montés pour renverser Jean-Bertrand Aristide, le premier président haïtien à être démocratiquement élu par un vote populaire. Les coups d'État de 1994 et 2004 ont fait environ 13 000 victimes haïtiennes.

En 1994, suivant trois ans de règne militaire, une force d'occupation militaire de 20 000 troupes et de « forces de la paix » sont dépêchés vers Haïti. L'intervention militaire américaine de 1994 « n'a jamais eu comme but de restaurer la démocratie. Au contraire: elle a été mise en place pour prévenir une insurrection populaire contre la junte militaire et sa cohorte néolibérale ».

Durant le pouvoir militaire (1991-1994), le FRAPH passa (non officiellement) sous la juridiction des forces armées, prenant ses ordres chez le commandant en chef, le général Raoul Cedras. Selon un rapport de la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies, daté de 1996, le FRAPH avait bénéficié du soutien de la CIA.

Sous la dictature militaire, le trafic de drogue fut protégé par la junte militaire qui, de son côté, était également soutenue par la CIA. Les dirigeants du coup d'État de 1991, y compris les commandants paramilitaires du FRAPH, figuraient sur les feuilles de paie de la CIA. ([Voir Paul DeRienzo](#), Voir également Jim Lobe, IPS, 11 oct. 1996).

A ce propos, Emmanuel Constant, alias « Toto », confirma, dans l'émission « 60 Minutes » de la CBS, en 1995, que la CIA le payait environ 700 dollars par mois et qu'il avait créé le FRAPH alors qu'il était sur les feuilles de paie de l'agence. (Voir Miami Herald, 1er août 2001). Selon Constant, le FRAPH avait été constitué « avec les encouragements et le soutien financier de la Defense Intelligence Agency [la DIA] américaine et de la CIA » (Miami New Times, 26 février 2004). Michel Chossudovsky, Haïti, un coup d'État financé et orchestré par les États-Unis

Les troupes américaines et alliées demeureront dans le pays jusqu'en 1999. Les forces armées haïtiennes seront démantelées et le Département d'État américain engage la compagnie de mercenaires privés DynCorp pour fournir des « conseils techniques » concernant la restructuration de la Police Nationale Haïtienne. (Michel Chossudovsky, [The Destabilization of Haiti, Global Research, February 28, 2004](#))

Le coup d'État de février 2004

Durant les mois menant au coup d'État, des forces spéciales américaines, avec l'aide de la CIA, entraînaient des escadrons de la mort composés d'anciens tonton macoutes de l'ère de Duvalier. L'armée rebelle paramilitaire traversa la frontière séparant Haïti de la République Dominicaine au début de février 2004, explique Michel Chossudovsky. Il s'agissait d'une unité paramilitaire bien entraînée et équipée, intégrée par d'anciens membres du *Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti* (FRAPH). Ces escadrons en habit civil ont été impliqués dans des tueries de masse de civils et d'assassinats politiques durant le coup militaire sponsorisé par la CIA de 1991, qui avait renversé le gouvernement démocratiquement élu

de Bertrand Aristide.

Des troupes étrangères furent envoyées en Haïti. La force onusienne MINUSTAH a été mise en place suite au coup d'État soutenu par Washington en février 2004. Le président Bertrand Aristide sera enlevé et déporté par les forces armées américaines, à la pointe du fusil. S'il refusait, c'était une balle dans la tête. Ce coup a été organisé par les États-Unis, avec le soutien actif du Canada et de la France.

Haïti est ainsi donc sous occupation militaire étrangère depuis février 2004. Le contingent de forces américaines sous SOUTHCOM, combiné aux forces étrangères apportées par MINUSTAH, assure une présence d'environ 20 000 troupes pour ce pays de 9 millions de personnes, un taux comparable à celui des troupes étrangères présentes en Afghanistan.

Janvier 2010: Invasion militaire d'Haïti déguisée en aide humanitaire d'urgence

Ce n'est plus d'une aide humanitaire gérée par la société civile dont il s'agit, mais bel et bien d'un déploiement et d'une occupation militaire d'Haïti en règle. L'armée US et le Pentagone contrôlent de facto Haïti. Et on s'y préparait: [Un scénario de secours aux sinistrés d'Haïti était prévu par les militaires étasuniens un jour avant le tremblement de terre](#). Cela est exposé à merveille dans cet autre excellent article de Michel Chossudovsky:

[- La militarisation de l'aide d'urgence à Haïti : opération militaire ou invasion?](#)

Le but n'est pas de travailler à la réhabilitation du gouvernement national, de la présidence et du Parlement, tous décimés par le tremblement de terre. Depuis la chute de la dictature de Duvalier, le dessein des États-Unis a constitué à démanteler graduellement l'État haïtien, à restaurer les tendances coloniales et à obstruer le fonctionnement d'un gouvernement démocratique. Dans le contexte actuel, l'objectif n'est pas seulement d'abolir le gouvernement, mais aussi de réorganiser le mandat de la MINUSTAH, dont le quartier général a été détruit.

« Le rôle consistant à diriger les secours et à gérer la crise est tombé rapidement aux mains des États-Unis, dans l'absence, à court terme du moins, de toute autre entité compétente. »
(US Takes Charge in Haiti _ With Troops, Rescue Aid - NYTimes.com, 14 janvier 2009)

Avant le tremblement de terre, il y avait, selon des sources militaires étasuniennes, quelque 60 personnels militaires en Haïti. D'un jour à l'autre, une escalade militaire s'est produite instantanément : 10 000 troupes, marines, forces spéciales et employés des services de renseignement, etc., sans compter les forces mercenaires privées sous contrat avec le Pentagone.

Selon toute probabilité, l'opération humanitaire sera utilisée comme prétexte et justification pour établir une présence militaire étasunienne davantage permanente en Haïti.

Il s'agit d'un déploiement massif, d'une « escalade » de personnel militaire assigné aux secours d'urgence.

La mission tacite de SOUTHCOM, avec son quartier général à Miami et des installations militaires étasuniennes à travers l'Amérique latine, est d'assurer le maintien de régimes nationaux serviles, à savoir des gouvernements étasuniens par procuration, dévoués au Consensus de Washington et au programme de politique néolibéral. Bien que le personnel militaire étasunien sera au départ impliqué activement dans l'aide d'urgence et les secours

aux sinistrés, cette présence militaire étatsunienne renouvelée en Haïti servira à prendre pied dans le pays ainsi qu'à poursuivre les objectifs stratégiques et géopolitiques des États-Unis dans le bassin des Caraïbes, objectifs largement dirigés contre Cuba et le Venezuela.

L'aide humanitaire d'urgence et la sécurité sont devenus le lieu d'un nouveau racket profitable pour le Pentagone et sa cohorte de mercenaires privés. [Les désastres naturels et l'aide humanitaire deviennent un prétexte et un couvert pour les compagnies de la reconstruction et de mercenaires privées](#) déguisés [en forces de sécurité](#) d'opérer dans ce marché extrêmement lucratif, mais combien inhumain. Tout cela, au détriment [des haïtiens qui ne sont manifestement pas chauds à l'idée de voir une aide humanitaire être apporté par des militaires et mercenaires armés jusqu'aux dents](#). Cela rappelle [le cas de Katrina où 70 000 soldats et mercenaires privés avaient été déployés dans les rues de la Nouvelle-Orléans](#), avant même de penser à apporter de la nourriture et de l'aide aux victimes.

[Les États-Unis préparent une occupation à long terme à Haïti. Avec le « déferlement » des militaires US à Haïti, un officiel US a indiqué que Washington prépare une occupation de longue durée de la nation caribéenne pauvre et dévastée par le tremblement de terre.](#)

Il se trouve donc plusieurs motifs soutenant ce déploiement militaire massif en Haïti. À ceux-ci pourraient certainement s'ajouter les [ressources naturelles](#) encore disponibles, tels que [le pétrole en grande quantité](#), semble-t-il, d'or, d'iridium, d'uranium, sans compter la masse de travailleurs bon marché qui travaillent pour quelques dollars par année.

Alors, la prochaine fois que vous entendrez quelqu'un se demander pourquoi Haïti a tant de misère à se relever, se sortir de cette pauvreté cauchemardesque et de ce marasme politique éternel, vous leur pointerez ces quelques faits saillants historiques et un miroir...

Longue vie au peuple haïtien!

<http://les7duquebec.wordpress.com/2010/01/26/haiti-%E2%80%93-je-me-souviens/comment-page-1/#comment-11894>

François Marginean : Technicien en Architecture, chercheur indépendant, animateur de radio à l'émission [L'Autre Monde sur CHOQ FM](#) de l'UQAM, éditeur du blog [Les Nouvelles Internationales](#) et collaborateur chez [Les 7 du Québec](#).

La source originale de cet article est [Le Groupe des 7](#)
Copyright © [François Marginean](#), [Le Groupe des 7](#), 2010

Articles Par : **François Marginean**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca